

La fin du monde ???

Non, la faim des emplois !!!

Suite au remplacement du PDG, FO a affirmé qu'il jugerait les actes et pas les hommes.

De ce point de vue, FO se déclarait presque rassuré par les propos du PDG pressenti lors de son audition à la Commission du Parlement, qui, en résumé déclarait : « qu'on n'arrive pas dans une société avec une hache ou un sécateur . S'il fallait accroître les effectifs, cela ne m'empêcherai pas de dormir ». **Voilà côté discours.**

Côté actes : A peine arrivé à la tête de l'entreprise, le PDG publie un communiqué de presse suite au Conseil d'Administration du 20 décembre revoyant un peu à la baisse les prévisions tendanciennes, (guidances), au regard du contexte économique global et de la croissance modérée du trafic.

Mais surtout, il annonce un plan d'économie pour limiter à 3% en moyenne par an la progression maximum des charges courantes et une réduction des effectifs de 7% de 2010 à 2015 !

Or la réduction des effectifs était de 1% en 2010, 0,6% en 2011, et environ 0,3% pour 2012.

Ceci signifie qu'entre 2013 et 2015, 5% de l'effectif serait supprimé, soit 350 postes !

Certes, on peut comprendre que la Direction et l'actionnaire principal (Bercy) veuillent contenir la masse salariale qui aurait augmenté de 5,3% en 2012 malgré une légère baisse des effectifs de 0.3%.

Mais à qui la faute ? Et pourtant ce sont toujours les mêmes qui trinquent !

Les effectifs d'exécution ont été divisés par deux depuis le 1^{er} contrat de régulation économique et la maîtrise a baissé de 5.4%. alors que le nombre de cadres a augmenté de 3.5%, et le nombre de cadres dirigeants, (désormais stratégiques) a explosé. Il n'y a plus de préretraite et à l'inverse les différentes réformes des retraites contraignent bon nombre d'agents à travailler au delà de 65 ans, voire jusqu'à 70 ans.

Il en résulte un vieillissement de l'entreprise, (46 ans de moyenne), et l'absence cruelle d'effectifs à l'exploitation, commerciale comme technique, avec comme corollaire l'augmentation constante de la sous-traitance et de l'intérim. Y compris sur le plan économique, juridique, niveau qualité de service, ce choix est loin d'être pertinent.

L'année 2013, que nous souhaitons bonne pour tous les salariés, devra être l'année du combat pour l'emploi, les effectifs, ce qui passe par la réalisation, à la base, des calculs des besoins opérationnels réels indispensables pour remplir nos missions, respecter la réglementation et améliorer la qualité de service.